

Les collectivités locales, départementales et régionales doivent retrouver une place centrale dans le débat et réévaluer les priorités

Pourquoi le débat public n'inclut-il pas les collectivités locales, départementales et régionales dans le processus de décision, alors que le projet ne peut se faire sans leur apport financier ?

Le débat public a été présenté comme devant éclairer la décision de Pierre & Vacances de poursuivre ou non la mise en œuvre de son projet. Comme si l'avenir du projet ne dépendait que de la décision de l'entreprise.

Or l'engagement financier du Conseil départemental et du Conseil régional joue un rôle déterminant dans la viabilité économique du parc de loisirs. Sans l'argent public investi dans l'adaptation des infrastructures et des réseaux, sans la mise de fonds publics dans la société d'économie mixte (SEM) propriétaire de la bulle tropicale et des autres équipements collectifs, la rentabilité du projet s'écroule.

On le voit bien avec l'enlisement du projet du Center Parcs Allgäu en Allemagne qui risque de ne jamais voir le jour. Il est actuellement en panne de financement, Pierre & Vacances n'ayant pas réussi à rassembler les 240 millions d'euros nécessaires. La contribution du Land de Baden-Württemberg n'est en effet que de 7 millions d'euros, pour un village deux fois plus grand que celui prévu au Rousset (750 à 1000 cottages au lieu de 400), à comparer aux 76 millions € d'argent public mobilisés en Saône et Loire :

- 9,9 M€ pour les infrastructures et réseaux (dont 5 M€ par le Conseil départemental)
- 66 M€ pour la SEM, dont 15 M€ d'apport initial et 33 M€ de garantie d'emprunts.

Il semble donc indispensable qu'à l'issue du débat public, le Conseil départemental et le Conseil régional se prononcent à nouveau sur l'opportunité de leur soutien au projet.

Est-ce bien la mission de collectivités publiques d'investir dans une entreprise de loisirs, surtout de ce type de loisirs ? Il y a d'autres priorités.

De plus en plus de voix se font entendre, qui prédisent un effondrement de notre civilisation.

Dernièrement, un ancien premier ministre a publié un nouvel avertissement :

« La marchandisation étouffe l'humanité et le ravage de la niche écologique menace la vie. Le précipice a beau s'approcher dangereusement, nous continuons allègrement notre marche vers l'effondrement. » (Michel Rocard, *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité ?* Flammarion 2015)

Mais les prophètes de malheur sont regardés de travers.

Nous préférons ne pas voir, ne pas savoir.

Comme les passagers du Titanic, nous nous réfugions dans le divertissement.

Sans réaliser que « divertir » signifie « détourner de l'essentiel ».

Il n'est plus temps de se laisser divertir !

Nous avons besoin de toutes nos forces, de toutes nos ressources, pour éviter - s'il est encore temps - la tempête qui vient, ou se préparer à lui faire face !

Élus qui soutenez et financez des projets de Center Parcs (Isère, Saône-et-Loire, Jura, Lot et Garonne), reprenez les commandes !

Ne vous laissez pas séduire par une entreprise qui nous détourne des priorités !
N'investissez pas notre argent dans des projets qui vont aggraver les problèmes.
Préparez-vous, préparez-nous, à réduire la toile.
Quand la tempête sera là, il sera trop tard.

Investissez dans des projets qui préparent l'avenir.
Ils ne manquent pas et ils peuvent créer des emplois de qualité :
agriculture durable, filière bois, efficacité énergétique, transports durables, éducation à la nature...

Eric Lombard (71640 Mellecey)